

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Plutot-s-inspirer-des-actions-citoyennes-du-Venezuela>

Plutôt s'inspirer des actions citoyennes du Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mardi 17 mars 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

De retour du Venezuela, Myriam Djegham nous présente quelques exemples motivants de mobilisation citoyenne et d'organisation des entreprises. Où la mise en pratique du « socialisme du 21e siècle » apparaît pour ce qu'elle est : laborieuse mais féconde.

Par Myriam Djegham

[AI](#). Canada, le 10 mars 2009.

Il existe en Europe des actions citoyennes intéressantes, novatrices, mobilisatrices même. Le "vieux continent" n'est pas mort ni socialement ni politiquement. Mais ces expériences sont systématiquement freinées par une culture nourrissant le fatalisme, la perte de confiance dans nos capacités d'agir sur la société et notre imaginaire bloqué par l'échec du socialisme en Europe. Pour alimenter ma militance, mes convictions et mes actions, je suis donc partie six semaines au Venezuela y découvrir des mouvements sociaux.

Évidemment, le Venezuela "c'est pas le Pérou" ! Ce qui est mis en place n'a rien de fulgurant, les actions citoyennes n'ont rien de fondamentalement différent si ce n'est le contexte. Quoique également soumis au capitalisme et au fatalisme, là-bas, on essaye, on teste, on croit, on ose... À ce stade, après 10 ans d'un "chavisme", qui a d'abord tenté la troisième voie du social-libéralisme puis pris un virage vers le socialisme, ce n'est pas le résultat qui est épatant mais le chemin emprunté par les citoyens et encouragé par le gouvernement. Un véritable souffle. Une remise à jour de ce qu'ici, en Europe, on a mis au placard. Le contexte culturel du capitalisme occidental nous a persuadés que "ce n'est pas possible" ou que "ça ne changera rien", ou encore que "on n'y arrivera quand même pas". Ce matraquage a moins formaté les esprits là-bas.

Globalement, on peut résumer en deux concepts clefs le processus soutenu par le gouvernement de Hugo Chavez : "protagoniste" et "intégral". Derrière le mot "protagoniste" (associé à "populaire"), la démocratie participative est recherchée non comme gadget mais comme alternative à la démocratie représentative. Ce n'est plus seulement voter, revendiquer, être consulté : c'est toute la démarche jusqu'à la décision, puis la mise en oeuvre et l'évaluation. Tous les citoyens sont encouragés à être ces protagonistes. "Ahora Venezuela es de todos" ("Désormais, le Venezuela est à tous."), entend-on. Quant au terme "intégral", il implique de prendre en compte tous les acteurs et surtout tout le système qui a amené le problème, partant de la conviction que cette vision globale peut nous aider à le résoudre. Il va à l'encontre du taylorisme.

Voici quelques exemples d'expériences qui m'ont paru intéressantes en termes de participation et d'organisation de la société. Face au colonialisme mondial du capital, ces expériences et ces réflexions peuvent influencer nos actions et nous redonner le droit de rêver sans tomber dans la naïveté.

Médias alternatifs

Au Venezuela, le bombardement médiatique va à l'encontre du projet politique actuel. Les multiples chaînes de télé privées font l'apologie de la jouissance égoïste et immédiate de l'entreprise culturelle capitaliste. Au-delà même, les médias se sont substitués aux partis d'opposition affaiblis. Ils ont coorganisés le coup d'État en 2002. Face à ce phénomène puissant et contre-révolutionnaire, se développent des médias alternatifs, télévisions et radios, publics et associatifs, nationaux, régionaux ou locaux. "Quand la TV devient révolution !"

Vive TV, par exemple, est une chaîne d'Etat créée pour la participation citoyenne. Deux mécanismes sont organisés. D'une part, ils ont constitué un comité de programmation composé de mouvements sociaux. D'autre part, des consultations avec la population s'organisent quasi chaque semaine.

Spectateurs actifs

J'ai participé à une telle consultation dans un quartier populaire de Caracas. A 21h, caméras, écrans géants, une trentaine de travailleurs de Vive sont installés sous une grande bâche. Trois programmes sont soumis à la critique. Toutes les idées sont récoltées pour que les gens se réapproprient "leur télé". Processus difficile puisque le public... ne connaît pas les programmes et n'a pas d'outils pour les critiquer. D'entrée de jeu, il en ressort, en bref : "C'est bien, continuez. On ne regarde de toute façon pas ce genre de programmes et nos préoccupations sont ailleurs". Ceci à l'exception de quelques intellectuels de gauche du quartier, qui sont d'ailleurs à l'origine de la rencontre.

Mais voilà que les gens arrivent avec leurs préoccupations quotidiennes : l'eau et les poubelles dans le quartier. Apparemment, rien à voir avec ce qu'on leur demande sur les programmes. Mais le débat prend sens lorsque la modératrice demande comment la TV peut les aider face à ces problèmes. Progressivement, les interventions dépassent la plainte. La discussion coconstructrice rassemble alors les intérêts des uns et des autres. Emergent des propositions de contenus. Au-delà des revendications, Vive TV souhaite donc refléter les propositions de la communauté dans laquelle elle s'inscrit.

Rapports au temps et au travail

La télévision véhicule aussi un modèle de rapport au temps. Soit elle enferme la vie des gens dans des formats standards (52, 26, 16 ou 8 minutes), soit elle tente de se rapprocher du temps réel tant dans la production que dans la réalisation. Par exemple, lorsqu'une équipe de Vive part en reportage, avant de sortir caméras et micros, elle partage d'abord la vie des gens. Pour réaliser un montage d'une heure sur une coopérative agricole ou une communauté indigène, l'équipe vit avec elle pendant une semaine. A Vive ce sont les financements publics qui le permettent. Dans d'autres médias alternatifs, c'est le volontariat. Il existe près de 50 TV communautaires légalisées.

Par ailleurs, pour rompre progressivement avec le modèle de division du travail entre manuels et intellectuels, le personnel de Vive est encouragé à découvrir et à se former au métier des autres dans l'équipe. C'est l'idée du "travailleur intégral". Lors du tournage, l'initiative de la question ou de la prise de vue n'est pas plus réservée au technicien qu'au journaliste.

Se filmer plutôt qu'être filmé

Enfin, les programmes de Vive, comme ceux des radios et TV associatives, donnent la parole et, au-delà, proposent même les outils de production aux protagonistes, à ceux qui sont filmés, acteurs complets de la construction de l'image qui sera retransmise d'eux. Le média devient outil à s'approprier.

On n'y parle pas "sur" un objet mais de "soi". Le pouvoir institué de l'expert est ainsi questionné. Un des objectifs est de rendre intelligible les réalités vécues des classes populaires et pas seulement les savoirs intellectuels de "bourgeois experts".

Cela nécessite une préparation pour dépasser le stade de l'interview témoignage traditionnel parfois peu valorisant tant pour le filmé que pour celui qui filme. Les balbutiements des "auto-journalistes" débutants ne sont pas toujours attractifs mais nos modes d'évaluation s'en trouvent aussi questionnés. Le résultat final est-il plus important que le processus de création ? Doit-on centrer notre évaluation sur le seul audimat ou plutôt sur un "qualimat" ? Nous ne sommes pas tous artistes, ni professionnels de la TV mais nous savons tous communiquer. Comment rendre cette parole volée, tout en lui donnant toutes les chances d'être entendue ? Tel est le défi de ces médias laboratoires pour la communication du socialisme.

Coopératives

La production abondante de biens de première nécessité est indispensable tant au socialisme qu'à l'autonomie économique et politique d'un pays. Le Venezuela est encore complètement dépendant des importations. Le gouvernement actuel tente donc différentes formules pour développer l'économie nationale et sortir en même temps d'une logique guidée par le seul appât du gain.

Au-delà de la nationalisation (ciment) ou la renationalisation (sidérurgie et pétrole) de grandes entreprises, la politique économique vise à encourager le développement de coopératives. En 2002, les principes en ont été transcrits dans la loi. Celle-ci traduit en termes concrets les soucis de limiter les rapports hiérarchiques, de partager les bénéfices entre travailleurs, d'assurer la transparence des décisions...

Égalité ou course aux aides ?

Beaucoup de nouvelles coopératives ont été créées depuis cette nouvelle loi. La plupart sont nées dans le seul but de bénéficier de crédits publics faciles. Mais d'autres, parfois préexistantes à la loi, ont développé un esprit coopérativiste prononcé. Celui-ci nous remet en mémoire des structures qui existaient chez nous il y a 20 ou 30 ans et qu'on retrouve en partie dans notre "économie sociale" d'aujourd'hui.

J'ai passé une semaine dans les champs d'un "Comite Tierra" qui regroupe d'anciens paysans sans terre dans l'état de Yaracuy. Depuis que la loi attribue la terre à celui qui la cultive, ils ont cessé de lutter physiquement contre les propriétaires terriens et leurs polices. Ils ont construit une coopérative d'agro-écologie. Ils cultivent essentiellement du maïs, des bananes et des caraotas (haricots noirs, une des bases de la nourriture nationale). Chaque année, ils font une évaluation des coûts de production et remettent cette évaluation au gouvernement qui leur accorde une avance, placée en banque. Quand le maïs est récolté, le gouvernement l'achète et paie le solde entre ce qui a déjà été versé comme crédit et la valeur de la récolte. Ils en feront de la farine vendue à bas prix aux consommateurs, via un réseau public de distribution.

Dans la coopérative ARACAL, il y a 130 agriculteurs, dont 10% vivent sur place. Ils travaillent 6 jours par semaine mais 5 heures par jour, donc au total 30 heures par semaine. Ils reçoivent tous le même salaire (qui représente une avance sur leur part des recettes annuelles : si la coopérative fait des bénéfices, ils seront partagés entre tous en fin d'année). Les coopérateurs se réunissent tous les samedis avant la paie, en dessous de l'arbre à palabres, pour discuter de l'organisation du travail. Evidemment, il ne suffit pas de le vouloir et encore moins de le décréter pour créer les conditions de l'égalité parfaite. Et si le paysage est paradisiaque, que ce soit en termes écologiques ou d'égalité sociale, ils ne sont pas au bout du chemin. Mais ils ont fait les premiers pas décisifs.

A qui profite la plus-value ?

La coopérative CECOSOLA à Barquisimeto existe depuis 40 ans. Au départ, elle organisait des transports publics à moindre coût. Un sabotage mit le projet en faillite. Mais l'équipe de base a tenté une nouvelle expérience dans le secteur de la grande distribution.

Petit à petit, autour d'un projet de marché de fruits et légumes, ils ont rassemblé des coopérateurs. S'y retrouvent les travailleurs et les producteurs, souvent eux-mêmes constitués en coopératives agricoles. Aujourd'hui, 4 marchés fournissent 40.000 familles grâce au travail des 600 employés coopérateurs. Ils fonctionnent sans hiérarchie, consacrant une journée par semaine pour organiser le travail. Ils sont complètement indépendants de l'Etat et procurent à leurs membres un revenu légèrement au-dessus du salaire légal (beaucoup de travailleurs au Venezuela sont encore en dessous) ainsi qu'une couverture sociale.

Ils poussent la logique coopérativiste au-delà du seul intérêt des coopérateurs, puisque les bénéfices ne sont pas partagés entre eux. Ils sont réinvestis dans des projets médicaux proposés à faible coût à la population et gratuits pour les coopérateurs. Les seuls qui gagnent un salaire plus élevé sont les médecins. C'est un choix contraint de la coopérative. Sans cet écart à leurs règles, ils n'auraient pas de médecins...

Face à l'échec de nombreuses coopératives, on peut regretter que l'Etat ne se soit pas appuyé sur l'expertise de coopératives existantes avant lui. On peut aussi reconnaître la difficulté de construire un régime socialiste dans une société où l'on a jusqu'ici développé l'intérêt du gain.

Entreprises socialistes

La récente mode des "entreprises socialistes" vise notamment à construire des modèles où les dirigeants sont de simples facilitateurs de décisions prises par la majorité. Certains parlent d'un modèle de gestion "en pyramide inversée". Dans ces projets se retrouvent les soucis d'humaniser le travail, d'éliminer progressivement la division sociale du labeur, l'aliénation au travail, la priorité du capital sur l'intérêt collectif et toutes les formes de discrimination.

Il s'agit aussi d'impliquer les travailleurs dans les décisions, de diminuer les tensions salariales, d'intégrer l'entreprise dans sa communauté et de redistribuer les profits dans un intérêt général.

PDVSA, l'entreprise qui produit le pétrole au Venezuela, illustre ce dernier objectif puisqu'une partie de ses bénéfices financent l'important programme des "misiones", ces vastes projets médicaux, sociaux et éducatifs qui couvrent tout le pays.

Egalité salariale, oui mais...

En l'absence de définition légale jusqu'ici, ces entreprises tentent différentes formules de cogestion. J'ai visité une sucrerie et une cimenterie. Toutes les deux ont été rachetées par l'Etat suite à la mobilisation des travailleurs, qui refusaient les licenciements programmés par les actionnaires privés étrangers. Dans la cimenterie, avec l'aide de l'UNT (Union Nationale des Travailleurs, syndicat proche du gouvernement), tente de se mettre sur pied un conseil des travailleurs. Les 400 travailleurs sont organisés en départements. Les représentants sont élus dans chacun des départements pour un mandat d'un an. Le conseil les rassemble, en compagnie du directeur, délégué de l'Etat. Ils se réunissent toutes les semaines pour débattre de la gestion de l'entreprise.

Les décisions sont idéalement prises au consensus. Lorsque je les ai rencontrés, ils étaient en train d'écrire leur règlement. Ils envisageaient de diminuer l'écart entre les salaires... mais n'osaient pas diminuer les salaires déjà acquis (celui du directeur notamment, dix fois plus élevé que celui des ouvriers). De la discussion que j'ai eue avec celui-ci, j'ai compris l'expression "rouge de chemise, pas de coeur". Pour lui, s'il reste des syndicats, c'est parce que les travailleurs ne sont pas encore conscients du changement. Pour les syndicats au contraire, c'est parce que le changement n'a pas encore eu lieu. Il est seulement en gestation. Pouvoir quand tu nous tiens...

Dans la sucrerie, la cogestion passe par un "conseil socialiste de participation", qui fait office de direction. Ce conseil rassemble des porte-parole de tous les partenaires du processus de production du sucre, depuis le cultivateur de canne jusqu'au consommateur. Le président actuel est un travailleur comme les autres et ne gagne que le double du salaire normal, pour assumer sa charge complémentaire. auparavant la production était revendue pour l'exportation (à Nestlé, Coca-Cola...). Désormais, ils écoulent le gros de leur production sur le marché national, pour la consommation des ménages.

Pour confronter et enrichir ces différents modèles, en dehors des formations politiques organisées sur le lieu de travail, des rencontres entre entreprises socialistes sont programmées.

Soutien aux communautés

Dans l'une et l'autre de ces entreprises, il y a un département chargé du "développement de la communauté". Sa mission est d'aider la communauté locale via des activités et /ou des financements. Par exemple, le manque de logements est une des premières questions sociales aujourd'hui. La cimenterie collabore donc avec des conseils communaux en leur vendant du ciment à prix réduit, en donnant des machines ou en apportant un soutien technique. Elle soutient également l'organisation d'un "mercal" (magasin d'Etat) sur le site de l'entreprise où sont récoltés puis redistribués des médicaments.

La sucrerie, pour sa part, soutient les producteurs de canne et les coupeurs. Son département social met sur pied une école socialiste. Les contenus sont définis par le conseil de participation et la méthodologie est celle de l'éducation populaire (voir plus loin). Ils collaborent aussi à une radio communautaire 2 heures par semaine.

Le pouvoir aux comités de quartier

Selon Haiman El Troudi, la culture paternaliste est "castratrice de dignité". La participation, c'est prendre part aux décisions qui nous concernent nous et les autres, et contrôler leur exécution. Il lui paraît essentiel que les institutions d'Etat n'affectent pas leurs moyens sans consultation populaire, où peuvent se déterminer collectivement les critères de distribution. Cette dignité qui s'obtient quand on a le sentiment de participer à la société, la structure des conseils communaux la permet.

Les conseils communaux peuvent exister dès qu'il y a la volonté de 50 personnes d'un même quartier. Les mandataires sont élus pour deux ans sur base d'élections directes par quartier. Ils ne doivent pas être membres d'un parti politique. Les conseils communaux sont compétents en matière d'éducation, santé, travail social, logement, transport, sport, culture, agriculture et environnement. Le gouvernement les finance par projets, sans limites de budget. L'assemblée du conseil communal est souveraine. C'est elle qui vote les projets qui seront introduits auprès du gouvernement. Ils ont des réunions mensuelles.

A Urachiche, par exemple, il y a 42 conseils communaux qui fonctionnent pour 27.000 habitants. C'est une part essentielle du projet de Chavez de transférer les compétences des "calderas" (comparables à des provinces) dans les mains des habitants des quartiers via les conseils communaux. Les calderas sont trop bureaucratiques. Si l'organisation de la participation populaire se fait au niveau du quartier, le plus proche des gens, rapidement les conseils communaux se rendent compte de l'intérêt de travailler avec les autres conseils sur beaucoup de problèmes.

Source : Ensemble !, la revue du Collectif Solidarité contre l'exclusion (www.asbl-csce.be), n°64, décembre 2008-mars 2009.